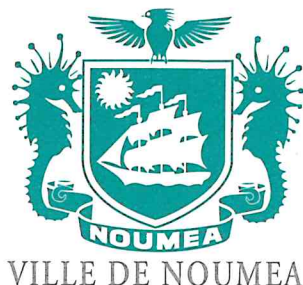


EB/ND
Départ : 9717



A R R E T E N° 2022/ 2272

**REGLEMENTANT PROVISoireMENT LE STATIONNEMENT
LORS D'UN DEPOT DE GERBES AU MONUMENT AUX MORTS PLACE BIR-HAKEIM**

Le Maire de la ville de Nouméa,

Vu la loi organique n° 99/209 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu la loi n° 99/210 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu le code des communes de la Nouvelle-Calédonie,

Vu l'ordonnance n° 96/267 du 28 mars 1996 relative à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal dans les territoires d'outre-mer et Territoriale à Mayotte, ainsi qu'à l'extension et à la modification de certaines dispositions législatives rendues nécessaires par cette entrée en vigueur,

Vu l'arrêté du Maire de la Ville de Nouméa n° 83/828 du 07 octobre 1983 modifié, réglementant la circulation et le roulage dans la ville de Nouméa,

Vu l'arrêté du Maire de la Ville de Nouméa n° 2020/1401 du 28 mai 2020 accordant délégation de signature d'actes relatifs au fonctionnement de la Direction de l'Espace Public,

Vu l'Ordre de Service du Cabinet du Maire n° 2022/CAB-OSE-00034, enregistré en mairie sous le n° 5825,

Considérant qu'il importe, pour permettre le bon déroulement de la cérémonie qui aura lieu au Monument aux Morts de la place Bir-Hakeim, le lundi 18 juillet 2022, d'interdire provisoirement le stationnement sur la rue Charles Porcheron et la place Bir-Hakeim.

ARRETE:

ARTICLE 1ER/

En raison du dépôt de gerbes qui aura lieu au Monument aux Morts de la place Bir-Hakeim, le lundi 18 juillet 2022 à 08 h 00, à l'occasion de l'hommage à la mémoire des victimes de crimes racistes et antisémites et d'hommage au « Justes » de France, le stationnement est réglementé comme suit :

Stationnement interdit à partir de 05 h 00 :

- rue Charles Porcheron,
- parkings de la place Bir-Hakeim.

Le retour à la normale se fera dès la fin de la cérémonie.

ARTICLE 2/

Les contrevenants sont passibles des sanctions prévues par l'article R 610-5 du code pénal applicable en Nouvelle-Calédonie ainsi que des mesures administratives (mise en fourrière) prévues par les articles L325-1, R325-1 et suivants du code de la route applicable en Nouvelle-Calédonie :

12 JUL. 2022

ARTICLE 3/

Le délai de recours devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de 2 mois à compter de sa date de notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 4/

Le présent arrêté sera enregistré et notifié à l'intéressé(e) et publié par voie électronique.

NOUMEA, LE

12 JUL 2022

LE MAIRE

Pour le Maire et par délégation
Le Directeur de l'Espace Public

Jean BRUDI



DESTINATAIRES :

Direction de la Police Municipale	1
Direction Territoriale de la Police Nationale	1
DESU	1
DSIS	1
SMS	1
FANC : patrice.leclercq@intradef.gouv.fr	1
Mise en ligne	1